



ANARCHO SYNDICALISME

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

le nucléaire c'est écologique, l'esclavage c'est la liberté, et la révolution un business comme un autre !

Edito

- Ca va mal

Société

- Fin du monde, contre fin du mois

Politique

- Conquête ouvrières

- Les secrets de l'alchimie capitaliste enfin révélés

- Rencontre avec les

Zapatistes: un drôle de ressenti

- Pédale, pédale pour gagner ta vie

- Pingouin et Goéland

Solidarité

- Bangladesh: le goût amer

- L'AIT continue sa progression territoriale

- Pour en finir avec la prison

Courrier des lecteurs

- Diplomatie

- Mentir vrai, c'est primordial en politique

Mémoires

- Que la tierra te sea leve companero

- Hommage Anarchosyndicaliste au 95 victimes assassinées à Huesca, en aout 1936

International

- Le dessous des cartes: voyage en Europe ou tentative de marketing de l'EZLN ?



2 EUROS /// N°174
NOV - DEC 2021

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Ça va mal

Ça va mal, ça va même très mal. Les médias, les ONG, les gouvernements nous le répètent jusqu'à satiété. Il y a d'abord la crise épidémique, ce satané virus qui n'arrête pas de courir, qui disparaît un jour, réapparaît le lendemain, change de forme, se multiplie sans cesse. Il y a ensuite les crises géo politiques, les famines (un milliard d'humains qui ne mangent pas à leur faim), les guerres, au Yémen, en Éthiopie, au Sahel... les risques de guerre entre la Chine, la Russie et les États Unis ; il y a enfin la crise écologique, le climat qui se réchauffe, l'effondrement de la bio diversité, l'épuisement des ressources naturelles, l'empoisonnement de la terre, de l'eau de l'air par les pesticides, les plastiques, les résidus industriels etc. .. Alors bien sûr, les gouvernements, les états font preuve d'autorité : fermeture des frontières, confinement généralisé, masque obligatoire, passe-sanitaire ... Jamais les citoyens n'avaient été autant surveillés, maltraités, contraints. Et puis il y a les grandes messes : COP 26, ONU etc. Au sommet, ça cogite ferme... mais curieusement personne ne se pose la seule question pertinente: comment en est on arrivé là ? Et pourquoi ? Car enfin l'humanité existe depuis au moins deux cents millénaires, et pendant toute cette période, même si nos ancêtres ont exterminés quelques espèces (mammouths, tigres à dent de sabres et autres ours des cavernes) globalement, l'espèce humaine ne s'est pas trop mal comporté vis à vis de la nature, et puis tout d'un coup, en quelques siècles tout change, pour en arriver là où nous en sommes. Pour ce qui est de la crise sanitaire, les scientifiques nous expliquent qu'elle est directement liée à la destruction des forêts primaires : pour céder la place à des plantations industrielles, plus profitables, des entreprises multinationales ont détruit les habitats des espèces animales réservoirs du virus, qui sont rentrées de ce fait en contact avec les humains. Les crises géo politiques ne sont que la conséquence des volontés de puissance, forcément antagonistes, qui habitent les états, et leurs dirigeants. Tout état tient d'abord à préserver son indépendance, et pour y parvenir, son objectif vital est d'être plus riche, plus fort, plus puissant que les autres. Cette règle est inhérente à la nature même des états, et les guerres sont la conséquence de cette course à la puissance. Aujourd'hui les États Unis voient leur prééminence mondiale menacée par la montée en puissance de la Chine, et chacun s'arme en conséquence. Les puissances secondaires font de même pour le plus grand bonheur des marchands d'armes. La planète est un véritable baril de poudre. Crise écologique enfin : tous les économistes vous le diront, la quête du profit est le moteur de l'activité économique et de la même manière que les états sont obsédés par leur volonté de puissance, les entreprises sont obsédées par leur volonté de maximiser leurs profits. Pour ce faire tous les moyens sont bons. Contrairement à ce que la publicité voudrait nous faire croire, une entreprise produit des biens de consommation d'abord parce que ça lui permet d'enregistrer du chiffre d'affaire et au final des profits, la satisfaction des besoins des consommateurs qui achètent ses produits est accessoire, et vient après cet objectif principal, la recherche du profit. Et donc parce que la soif de richesse des propriétaires des entreprises est insatiable, ces dernières vont sans cesse chercher à se développer, suscitant sans cesse de nouveaux besoins chez les consommateurs, innovant sans cesse et cherchant à dépasser les industriels concurrents en produisant avec les coûts les plus bas possibles. Cette course à la richesse et à la puissance est sans fin, ne connaît pas de limites. Qu'importe la destruction des forêts tropicales puisque les plantations qui les remplacent sont sources de gros profits, qu'importe que les pesticides répandus par les agriculteurs détruisent la faune sauvage, multiplient les risques de cancer chez les humains puisque les fruits et légumes ainsi produits se vendront mieux, qu'importe que des gamins soient obligés de travailler dans des mines puisque les matières premières ainsi extraites seront meilleur marché, etc, etc . Ce système est fondamentalement immoral, voire anti-humain puisque ses gagnants sont ceux qui montrent le moins de scrupules à opprimer et exploiter les populations. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il n'ait fallu que deux ou trois siècles à ce système pour ravager la planète de fond en comble. L'étonnant, c'est en fait l'extraordinaire passivité des populations qui assistent sans réagir à cette mise en pièces. En son temps déjà, La Boétie s'était étonné de la passivité manifestée par les sujets gouvernés et maltraités par des tyrans. Les citoyens modernes auraient bien plus de raisons encore de se révolter puisque la folie absolue de leurs dirigeants les mène droit à la catastrophe. Mais si dans les siècles passés, les états savaient entretenir la passivité de leurs sujets par les biais de la religion et

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 174 / NOV - DEC 2021 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 03 Novembre 2021 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000
Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les
samedi de 17 H à 19 H

facebook:

@cnt.ait.toulouse
@chats.noirs.turbulents (Paris)
@cntaitredon (Bretagne)
@initiativecntait03 (Allier)

twitter:

@cntaittoulouse
@CNTAIT (Paris)

page et profilet adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1
facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste-Toulouse

de la violence, les états modernes ont adaptés leurs manières pour faire en sorte que rien ne change, pour que l'ordre social existant ne soit pas renversé. L'état se présente aujourd'hui comme social, réparateur des injustices et des inégalités, protecteur des citoyens, garant de la paix civile et de la sécurité des personnes et des biens. Habile manipulateur, il nous prend d'une main les richesses que nous produisons et il nous en rend de l'autre une partie seulement en nous demandant de le remercier. Et les naïfs, le louent pour la sécu, les lois sociales, le RSA etc, admirent ses œuvres et les voleurs, qui se sont engraisés à leurs dépens. De la même manière que pendant des siècles, les bonnes gens ont cru dans l'église, ses promesses, ses miracles et remerciaient les curés pour leurs bonnes œuvres, les citoyens modernes croient dans l'état et n'ont de cesse de l'adorer et ils attendent de l'état qu'il leur dicte la conduite à suivre. Que l'état leur dise que le masque ne protège pas du COVID, ils le croient et quand le lendemain l'état rend le port du masque obligatoire tous le mettent. Allez vous faire vacciner dit l'état et tous y vont, et ils iraient se faire tuer à la guerre si l'état le leur disait. Et de la même manières qu'ils refusent de voir que toute guerre est la conséquence de la division du monde en états animés par la volonté de puissance et qu'elle à pour unique objectif la défense des intérêts des très riches et des très puissants, ils ne veulent pas voir que la crise écologique est la conséquence invincible de la logique capitaliste et que le seul remède réaliste est d'en finir avec ce système. Tous attendent donc des miracles de la COP, des chefs d'état, des grands leaders alors qu'il suffirait qu'ils regardent la réalité en face, qu'ils se débarrassent de ces fantômes d'un autre âge, et qu'ils prennent leur destin en mains en construisant un monde au service des humains.

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

– une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

– et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

– Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

– En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Fin du monde contre fin du mois

Depuis un bon bout de temps nous entendons parler un peu partout dans les médias du réchauffement climatique par ci, de la crise climatique par là. Depuis un bon bout de temps déjà, on entend cette bourgeoisie médiatique et gouvernementale, si prompte à donner des leçons de morale à tout le monde, préconiser qu'il ne faut pas prendre l'avion, car ça provoque le réchauffement climatique, qu'il ne faut plus rouler avec une voiture qui utilise le diesel comme carburant, car ça réchauffe le climat, qu'il ne faut plus fumer des clopes, c'est pas bon pour la santé, c'est pas écolo, et puis c'est les beaufs qui roulent en diesel et qui fument ! Et comme de nos jours tout le monde est écolo, on commence à entendre cette propagande pronucléaire, car les centrales nucléaires émettent moins de gaz à effet de serre, paraît-il. Je dois avouer que les bras m'en tombent quand j'entends ce genre d'affirmations, moi qui croyais naïvement que dans l'ensemble du mouvement écologiste l'affaire été entendu pour ce qui concerne cette industrie, j'en reste baba.

Comme d'habitude, on culpabilise les individus lambda, car il faut trier ses ordures comme il faut, rouler en bagnoles électriques, et manger bio... N'empêche qu'ils peuvent nous culpabiliser autant qu'ils veulent, mais ceux qui roulent en voiture diesel de plus de 10 ans, sont généralement les chômeurs, les ouvriers et les petits employés, parce que tout simplement, ils n'ont pas les moyens de s'offrir une voiture dernier cri électrique, et qu'en attendant nous roulons presque tous avec du carburant fossile. Le diesel permet entre autres d'aller moins souvent, faire le plein à la pompe à essence, et de faire moins de visite chez le garagiste pour une quelconque réparation. Ça peut paraître étrange, mais c'est une tentative de faire des économies sur son budget, pour essayer d'arriver à la fin du mois sans trop de casse.

Dans le précédent numéro de notre journal il a été dit que l'antifascisme, le LGBT, et notamment l'écologie sont des cache-sexe du capital, puisqu'il est de bon ton de nos jours, de s'en réclamer, au point que même le PCF ou LR s'en revendiquent. Ça a tellement imprégné le spectre politique, des deux extrêmes, en passant par le centre-mou, qu'aucun politicien n'est prêt à prendre le risque de douter de tel ou tel concept écolo, sous peine de perdre des voix. De plus cette ou plutôt ces idéologies environnementalistes/écologistes, sont entrées en force dans les milieux journalistiques, qui les placent de fait dans une situation intermédiaire entre les questions scientifiques complexes et la vulgarisation de masse. En maniant les références des travaux universitaires, comme s'il s'agissait d'arguments irréfutables, les journalistes ont permis à certains écolos d'obtenir un certain monopole pratique sur l'opinion publique.

Il est évident que puisque, l'écologisme est un sujet à la mode, et que toutes les factions de la bourgeoisie s'en revendiquent, l'idée même de la nocivité du capitalisme selon beaucoup d'écologistes,



Quand Sandrine Rousseau voulait augmenter le prix de l'essence de 6 à 10 centimes par an.

décroissants et autres primitivistes, ne proviendrait pas de l'exploitation de la force de travail, mais plutôt du pillage des ressources naturelles. Ce qui pourrait expliquer aussi, pourquoi les mesures « écolos », culpabilisent les gens, une tendance punitive, voire totalitaire pour certains. Elle imprègne à tel point les opinions publiques, qu'elle s'est transformée en vérité incontestable, et il est difficile de mettre en doute des idées qui sont partagées par la majorité des gens.

L'écologie compte désormais tellement de courants et de sous-courants et ses partisans sont si nombreux qu'ils peuvent toujours échapper à la critique en affirmant qu'ils n'appartiennent pas à telle ou telle école.

Soyons clairs ! Il n'est pas question dans ce texte de nier les problèmes environnementaux qu'engendre ce système économique, mais ne soyons dupes de rien. Les organisations écologistes « mainstream » sont intégrées depuis belle lurette dans le système politique de la démocratie bourgeoise, ces parties ne diffèrent en rien de leurs homologues « pas-écologistes » puisque eux aussi on les retrouve dans les manœuvres politiciennes plus ou moins minables, et ce ne sont pas les actions spectaculaires de greenpeace qui nous convaincront du contraire.

Les courants les plus radicaux du genre écologie profonde/ Anti industrialisme-primitivisme, sont les champions de l'interclassisme, ils s'adressent à la responsabilité de l'individu, à la « ZAD » et sa démocratie locale, à la bonne conscience de tout un chacun, sans jamais bien entendu, s'adresser à la conscience collective au-delà des problèmes environnementaux.

Pendants la période de la fameuse « crise des gilets jaunes », qui a coïncidé un certain temps avec les manifestations de lycéens pro écologistes, derrière l'égérie Greta Thunberg, les journalistes de la presse parisienne, commentaient la larme à l'œil ces manifs d'ado, et que c'était autre chose que les manifs de ces racistes ultras violents de la « France périphérique », et qui sont pas constructifs du tout, etc. En faisant passer les revendications des GJ pour des luttes égoïstes, que la lutte contre la pollution et la « fin du monde » était nettement



Aurellien Barrau en grand débat avec Christophe Barbier.

plus urgente à régler que des augmentations de salaire, baisser les prix des besoins essentiels de la vie quotidienne, ou contre la précarité... C'est bien connu, ce sont forcément les classes populaires, qui vont tous nous faire crever avec le réchauffement climatique, puisque la plupart des problèmes écologiques viennent forcément de ces gens qui « consomment trop », qu'ils devraient moins manger de viande, utiliser moins d'énergie, pas rouler au diesel, mais aussi accepter la fermeture de telle ou telle entreprise pour le bien de la planète...

Aujourd'hui, la moindre inondation, la moindre sécheresse, c'est forcément la faute au réchauffement climatique, et les journalistes de la télé de BFM TV à TF1, passent leur temps à nous rebattre les oreilles sans cesse avec ça ; mais force est de constater que rares sont les reportages sur les pollutions effectives et non fantasmées, et qui ne se trouvent pas au bout du monde, dans un coin exotique, mais bien à côté de chez nous. Jamais ils ne parleront des habitations dans le smog, de l'état des nappes phréatiques en Bretagne, des sols des anciennes zones industrielles qui n'ont jamais été décontaminés, voire détruits quasi définitivement, comme par exemple, dans les anciennes mines d'argent de la région de Carcassonne ni du pourquoi et du comment de la catastrophe de l'usine AZF (alias

TOTAL), qui n'a jamais vraiment respecté les consignes de sécurité pour les travailleurs, et les riverains.

C'est nettement moins vendeur que la fonte des pôles, ou la destruction de la forêt Amazonienne, c'est sûr !

Une chose est sûre, c'est que si un jour les réserves naturelles de pétrole venaient à disparaître, c'est toute l'économie mondiale qui serait en sursis. Puisque sans pétrole non seulement nous n'aurons plus de carburant, mais aussi tout un tas d'objets dont nous nous servons dans la vie quotidienne, des objets en plastique, aux sweat-shirts, en passant par la peinture, ou certain produit chimique alimentaire... Pour être clair, si demain il n'y a

plus une seule goutte de pétrole au niveau mondial le système économique capitaliste sera sérieusement ébranlé. Il n'est donc pas étonnant que tous les PDG de Multinationales, présidents, dictateurs, rois et empereurs du monde entier soient si préoccupés par la question.

Ils auront beau dire que l'avion ça pollue, et personne n'en doute, mais jamais ces belles âmes ne diront qu'une bonne partie des émissions de gaz à effet de serre provient des bateaux, et de la marine marchande en particulier, puisqu'aux quatre coins de la planète, des milliers de tankers, supertankers, et autres types de navires, transportent des millions et des millions de tonnes de marchandises à travers le monde. Personne ne dira non plus que la France est l'un des pays les plus nucléarisés du monde occidental, et que la majorité de l'électricité produite par ses centrales est dédiée à l'exportation vers l'étranger. Quand on touche sérieusement à l'économie, il y a des amnésies sélectives... L'écologie d'accord, mais bon, faut pas déconner non plus !

Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosindicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres. Dernière sortie : à l'occasion de la venue en Europe de la "traversée pour la vie" des néo-zapatistes mexicains, nous venons d'éditer une compilation d'articles des anarchistes mexicains qui critiquent le spectacle de l'EZLN et sa tournée européenne de rock stars vieillissantes . Vous pouvez la commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal (le prix de revient de cette brochure imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 euros) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- *L'irradiation pornographique du néo-zapatisme*
- *Gilet Jaunes : 1 an de mouvement*
- *Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !*

Tome 1 : de Ravachol à Mila

Tome 2 : En Asie non plus

- *Technique de lutte*
- *Grève des loyers : action directe contre la vie chère*
- *Anarchistes pas républicains, les Anarchosindicalistes et la résistance*

Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis

Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal

L'irradiation pornographique
du néo-zapatisme
Voix critiques anarchistes
de la région mexicaine contre le
spectacle de l'EZLN



Reproduction de l'album de la "Traversée pour la vie" - avec le regard de l'Anarchisme et celui de la région mexicaine - 100 pages - 10 euros - 100 exemplaires de chaque



Conquêtes ouvrières

Ces jours-ci, un ami m'a parlé d'un mauvais rêve, qu'il avait fait il y a quelques années : dans son rêve, une créature du MEDEF, un ancien patron des patrons, claironnait devant une foule immense de travailleurs totalement soumis : « tout ce que vous nous avez pris, nous vous le reprendrons. Nous y mettrons le temps qu'il faudra, mais nous vous le reprendrons ». Las, m'a dit cet ami, ce qui n'était qu'un cauchemar est en passe de devenir réalité.

En effet, toutes les conquêtes de la classe des travailleurs obtenues à la suite des mobilisations passées sont aujourd'hui remises en cause. Retraites, droits des chômeurs, code du travail... sont petit à petit, lentement détricotés, vidés de leur substance. Il n'est pas de mois sans que l'on apprenne qu'une nouvelle mesure gouvernementale va diminuer des droits acquis de longue date, le plus souvent à la suite de longues luttes. Un jour, on s'attaque aux chômeurs, un autre, on touche aux retraites, une autre fois, on s'attaque aux travailleurs du secteur public... Ça n'en finit jamais ! Et conséquence logique, cerise sur le gâteau, en même temps, le niveau de vie des travailleurs stagne, voire régresse. Les prix des biens de première nécessité ne cessent d'augmenter et les salaires, le SMIG, les retraites ne suivent pas le rythme de l'inflation. Le nombre des pauvres augmente, les CDD, le travail à temps partiel, les petits boulots, l'intérim deviennent la norme. La société « s'ubérise » à marche forcée, et avoir un emploi n'est même plus une garantie de sortir de la pauvreté. C'est donc à un véritable supplice chinois que les travailleurs sont soumis. Pour justifier ce mouvement infernal, les dirigeants actuels, comme tous ceux qui l'ont précédé, avancent des arguments économiques : la concurrence étrangère, le coût de la main-d'œuvre, le vieillissement de la population, etc. À les entendre, c'est parce que les travailleurs en France sont trop bien payés, parce qu'ils ne travaillent pas assez longtemps, parce que les charges sociales sont trop élevées que les entreprises ferment, délocalisent, licencient ; c'est parce que l'état social français est trop généreux trop laxiste que les comptes publics sont en déficit ; parce que les chômeurs sont trop payés trop longtemps que les caisses sont en déficit...

En gros, si l'on en croit les représentants des classes dirigeantes, c'est la faute aux pauvres si l'économie se traîne. Bien sûr, aucun homme politique ne le dira aussi brutalement, mais toutes les mesures préconisées et mises en œuvre depuis des années prouvent qu'ils le pensent très fort. Ce par contre qu'ils taisent, c'est que dans le même temps, on constate que la richesse d'une minuscule proportion de la population s'est considérablement accrue, et que l'écart entre les très riches et les pauvres est devenu gigantesque. Le pays est donc de plus en plus riche, simplement c'est la répartition de la richesse produite qui est de plus en plus inégalitaire. La richesse des 7 personnes les plus riches de notre pays est aujourd'hui égale à celle des 30 % les plus pauvres ! Après tout, cette situation n'a rien d'extraordinaire,

que les riches cherchent à s'enrichir n'a rien d'étonnant, qu'ils cherchent par tous les moyens à agrandir leur part de la richesse produite au détriment de tous les autres : en économie capitaliste, c'est la règle. Ce qui est stupéfiant, c'est de voir la réponse que les travailleurs opposent à cette véritable agression. Le mouvement ouvrier, ce mouvement qui dans le passé a fait trembler tant et tant de gouvernements semble aujourd'hui frappé de léthargie. Alors que la fin de l'épidémie de Covid semble se profiler, que l'économie repart, que les carnets de commandes des entreprises se remplissent, le silence de la classe ouvrière est véritablement... assourdissant. Bien sûr, la situation a bien changé au cours des 50 dernières années : en 1974, Pompidou craignait des révoltes massives parce que le nombre des chômeurs allait dépasser les 400 000 ! Aujourd'hui, il y en a officiellement 2 400 000 ; en réalité environ 6 000 000 si on prend en compte les personnes en intérim, les précaires, les temps partiels et tous ceux qui dégoûtés, épuisés par les échecs successifs doivent se contenter d'un RSA pour survivre. Ces chiffres apparemment n'effrayent plus personne. C'est que les pouvoirs financiers et industriels ont compris que le chômage était leur meilleure arme dans la guerre sociale. Le chômage est devenu la terreur des travailleurs de par son omniprésence et les risques de déclassement social, de misère qu'il recouvre. Il est une menace permanente qui paralyse les énergies et dans les entreprises bloque les volontés de se battre. C'est bien parce que les travailleurs ont l'impression d'avoir une véritable épée de Damoclès au-dessus de leur tête que le chiffre des jours de grève est tombé à des niveaux historiquement bas alors que la violence capitaliste n'a jamais été aussi forte. Mais si le chômage explique beaucoup, il n'explique pas tout. La situation actuelle prouve aussi la faillite des organisations qui ont en charge la défense des intérêts des exploités. Uniquement préoccupée par la défense de leurs intérêts de chapelle, soucieuse avant tout d'obtenir le meilleur siège lors des

négociations avec le gouvernement et le patronat, ces organisations qui voient baisser sans cesse leur représentativité sont devenues en réalité des piliers du système en place. Elles canalisent les luttes, les maintiennent dans des formes acceptables par le pouvoir, les récupèrent à leur profit sous forme d'adhésions ou de prestige. Et c'est bien parce que l'inaptitude de ces organisations à défendre les intérêts des travailleurs est devenue évidente que l'on voit se développer des mouvements de lutte auto-organisés indépendants, uniquement soucieux de la défense de leurs intérêts de classe. Les Gilets Jaunes, des comités de lutte locaux, des assemblées populaires, ETC, fleurissent donc au gré des initiatives de personnes décidées à s'opposer aux violences que le système fait subir aux travailleurs, aux citoyens, à la nature. C'est de ce côté-là que résident aujourd'hui nos espoirs pour mettre à bas un système condamné qui nous mène sûrement à la catastrophe. À nous donc, suivant l'exemple des Gilets Jaunes, de nous organiser en une multitude de groupes autonomes indépendants pour réfléchir ensemble et agir ensemble.

Les secrets de l'alchimie capitaliste enfin révélés

Oyez, oyez, bonnes gens ; voici la triste histoire d'un pauvre petit lac qui vivait paisiblement au milieu des bois dans le nord du département du Lot, espérant sans doute qu'il en irait encore ainsi durant quelques milliers d'années. Or, un beau jour, des marchands de vacances de rêve qui passaient par là, trouvant l'endroit fort joli se mirent à échafauder un tout autre avenir pour ce lieu de baignade populaire, familiale où l'on vient se reposer le dimanche des fatigues de la semaine.

« Sandaya », (admirez le nom exotique de l'entreprise, marchand de vacances de rêve) prit donc contact avec les autorités afin de leur soumettre son très mirifique projet ; construction de 250 bungalows (selon d'autres versions : 400), aménagement de jeux aquatiques... fréquentation attendue entre 1200 et 1600 personnes par jour (adieu calme et tranquillité). Sans aucun état d'âme, alors que leur communication est fondée sur la promotion de l'image d'un département idyllique (O my Lot, si nature, si Lot) les « Zélus » ont dit banco, bingo, oui à l'installation d'un petit Palavas les Flots sur les rives du lac : prière de ne pas confondre les discours « écologistes » et le principe de réalité numéro un : le fric.

Au cours de tractations et de négociations dont le citoyen lambda ne saura jamais rien, les petits stratèges du Grand Figeac avec les autorités locales et régionales, ont donc bradé une bonne vingtaine d'hectares de bois et de terrains agricoles qui vont disparaître sous le béton et le bitume. On ne répétera jamais assez qu'au niveau national, tous les sept ans, c'est la surface d'un département qui s'artificialise. Ce petit projet inutile apporte donc sa quote-part à l'entreprise de destruction de la nature.

Une histoire malheureusement brutale qui se répète un peu partout, mais dont la fin réserve parfois des surprises (en cas d'opposition de la population). Mais là où

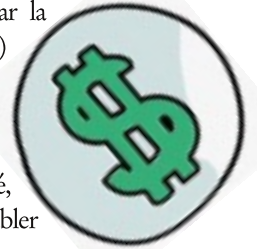
l'histoire du petit lac qui n'avait rien demandé à personne gagne un peu de piquant, c'est par la teneur des propos (d'un cynisme absolu) échangés lors d'une réunion publique par les intervenants chargé de présenter le projet. Ces réunions publiques bénéficient, comme on l'imagine, de fort peu de publicité, ce qui fait que des gens désireux de venir troubler un entre-soi douillet n'en ont connaissance que trop tard. Selon ce qui nous a été rapporté, l'aimable émissaire de « Sandaya » n'a pas hésité une seconde à avouer à l'assemblée : « Pour nous, là où il y a de l'eau c'est de l'or ». Un aveu brut de décoffrage qui résume brillamment le triste programme de l'alchimie capitaliste qui transforme l'utile en inutile, le donné, le gratuit en marchandise. « Sandaya », bien plus fort que les alchimistes du Moyen Age qui

s'évertuaient en vain à transformer le plomb en or se propose donc de transformer l'eau en or.

Après cette brillante entrée en matière, un politicien local prend à son tour la parole et émet le vœu que l'implantation de ce merveilleux village de vacances (5 étoiles s'il vous plaît) élèvera certainement le niveau social des usagers du lac, actuellement trop populaire à son goût. Après l'exposé de la recette miracle de l'alchimie capitaliste, voici venir le temps de l'alchimie ségrégationniste. (les pauvres, vous êtes

priés d'aller faire trempette ailleurs, laissez le lac aux « riches » (en fait il s'agira plutôt de demi-riches : les vrais riches ne louent pas de bungalows dans le Lot). Pour clore cette réunion déjà passablement chargée en messages d'une rare franchise, le mot de la fin revient, comme le veut la tradition à monsieur le maire du patelin voisin qui conclut son discours en affirmant qu'il était nécessaire de faire quelque chose « sinon, le pays n'appartiendrait plus qu'aux renards, aux chevreuils et aux blaireaux ». Sans impertinence aucune, on peut se demander si l'appropriation du pays par un certain nombre de blaireaux n'est pas déjà en cours...

Mais résumons l'argumentaire et les exhortations : les pauvres, cassez-vous, la faune sauvage, allez sauvager ailleurs, place aux vacanciers semi-riches, enfin, laissez ces braves gens de « Sandaya »



l'aimable émissaire de « Sandaya » n'a pas hésité une seconde à avouer à l'assemblée : « Pour nous, là où il y a de l'eau c'est de l'or »



pour nous rencontrer :

Vous souhaitez nous rencontrer pour prolonger la discussion, en savoir plus sur l'anarchisme, l'anarchosyndicalisme, vous souhaitez nous rejoindre pour participer à nos actions ? Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse. (près de la place des Carmes)

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30. Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site http://www.cntaittoulouse.lautre.net

8●●●●Politique●

gagner leur pognon !

L'argument de poids qui emporte toujours l'adhésion des « Zélus » quand une entreprise de ce genre se parachute dans un patelin, c'est que cela va créer de l'emploi ! En l'occurrence, on sait pertinemment que ces villages de vacances obéissent au concept du « tout sur place », bar, restaurant, épicerie... autant d'occasions pour « Sandaya » de faire de la thune. Les retombées escomptées pour le commerce local sont minimes, les emplois créés sont précaires, la saison durant à peine deux mois. Les nuisances par contre dues à la circulation et à l'augmentation brutale de la population sont bien réelles ; pour absorber les flux de voitures, il faudra vraisemblablement modifier l'infrastructure routière ; le système de traitement des eaux sera aussi à adapter et tout ces travaux seront à la charge des communes et donc du contribuable.

Comme d'habitude les grands et petits projets d'intérêt publics sont portés à la connaissance du dit public quand tout est déjà ficelé, arrangé, vendu : c'est là, la marque de la démocratie représentative qui prétend garantir la liberté d'expression mais qui prend bien soin de de tout décider avant de consulter la population. Ce qui est beaucoup plus sûr, on en conviendra ; la population n'ayant plus qu'à dire : amen, le risque qu'elle dise : ah, mais non ! Étant ainsi très minimisé.

Ce petit projet inutile réunit donc toutes les caractéristiques de ce type d'opération censées dynamiser l'économie locale : une volonté affichée des promoteurs du projet de faire du fric, un mépris flagrant des décideurs politiques pour les populations locales qu'on ne consulte que lorsque l'affaire est dans le sac, une absence quasi-complète de prise en compte des dégâts causés à l'environnement ainsi que du saccage du paysage, une semi-privatisation d'un espace public avec la bénédiction des soi-disant représentants du peuple.

Promoteurs et élus communient tous dans la croyance fanatique en la nécessité vitale du développement économique alors même que cette foi aveugle en un accroissement illimité du capitalisme est très sérieusement remise en cause par la sévère crise environnementale actuelle.

Ici un village de vacance 5 étoiles, ailleurs des zones commerciales ou industrielles, des entrepôts, des aménagements divers, partout le capitalisme dévore à belles dents les espaces naturels ou agricoles pour produire et faire circuler des marchandises. : la dégradation des paysages n'a plus de limites, l'artificialisation des sols est en constante expansion. L'empire de la marchandise occupe littéralement le terrain, conquiert sans arrêt de nouvelles surfaces et transforme ce qui était beau en quelque chose de laid : magie de l'alchimie capitaliste !

Les alchimistes des temps anciens s'évertuaient vainement à

DICTATURE OU DÉMOCRATIE



C'est toujours le CAPITALISME qui S'ENGRAISSE

transformer le plomb en or, les alchimistes capitalistes contemporains tentent quant à eux de transformer tout ce qui leur tombe sous la main en marchandises et malheureusement force est de constater qu'ils y parviennent. Cependant, considérer la planète comme une simple pompe à fric présente un inconvénient majeur : à trop pomper, on finit par tarir la source. Le grand œuvre des apprentis sorciers du capitalisme arrive peu à peu à son terme : les ressources s'épuisent, le climat se dérègle et ce ne sont pas les grotesques « grands messes » internationales qui pourront y remédier.

Mais pas de panique ! Il y a un plan B ! Nos alchimistes, adeptes de la transformation tous azimuts, sont sur un super coup ! Une planète de perdue, dix de retrouvées, si par un hasard malencontreux, la planète devait devenir vraiment invivable dans un avenir plus ou moins proche, on pourrait émigrer sur une autre, peut être pas vraiment habitable mais qu'on transformerait en terre bis, donc totalement artificielle. Ça, c'est de l'alchimie ! Petit inconvénient, il n'y aura pas de place pour tout le monde. Les pauvres ne pourront pas payer le voyage...



Le calendrier 2022 de SIA est paru. Le thème choisi : « Liberté d'expression, prisonniers d'opinion... ».

SIA continue à mener des actions solidaires notamment auprès des réfugiés. Si vous souhaitez lui apporter votre soutien, vous pouvez commander 10€ le calendrier 2022 en vous adressant à :

*SIA : sia-toulouse@risenup.net ou à
CNT-AIT : contact@cntaittoulouse.lautre.net*

RENCONTRE AVEC LES ZAPATISTES : UN DRÔLE DE RESENTI

Pour faire connaître leur lutte, une délégation de Zapatistes parcourt actuellement l'Europe et rencontre des communautés, des groupes, des personnes en lutte. Une rencontre étant programmée pas très loin de mon domicile, j'ai décidé d'y assister. J'arrive sur le lieu. La réunion a déjà commencé. Un groupe de 10 zapatistes, 5 hommes, 5 femmes, presque uniformément vêtus (casquettes, tee-shirts...). L'un après l'autre, ils récitent (certains parfois lisent leurs notes) l'histoire passée et présente de leur communauté.

Dans des zones difficiles d'accès (très peu de routes) du Chiapas, des communautés indigènes se sont organisées collectivement pour lutter contre l'état Mexicain et préserver à tout prix leurs cultures, leurs modes d'organisation, leur autonomie, leur indépendance. Aussi extraordinaire que ça puisse sembler, dans des zones sauvages et isolées (montagnes, forêts, déserts) d'Asie, d'Afrique, d'Australie ou d'Amérique, des dizaines de millions de personnes, encore aujourd'hui, vivent dans des sociétés non hiérarchisées, sans état où tous les individus partagent un même goût de la liberté. De nombreux anthropologues ou ethnologues ont étudié ces sociétés. Parmi de nombreux ouvrages, on peut citer celui de James C. Scott, « Zomia ou l'art de ne pas être gouverné ». Zomia étant le nom d'un immense territoire très isolé et d'accès difficile, situé à cheval sur plusieurs pays d'Asie dans lequel, au cours des siècles et encore aujourd'hui, nombre de peuples se sont réfugiés pour vivre librement, loin des contraintes étatiques.

L'extraordinaire développement de l'état depuis quelques siècles et son emprise généralisée sur nos vies nous fait facilement oublier que la démocratie directe est le mode d'organisation des sociétés le plus ancien et le plus naturel, et il n'y a pas encore si longtemps le plus universel. Beaucoup de ces sociétés partagent nombre de caractères communs et en particulier la volonté de préserver un mode de fonctionnement très démocratique et égalitaire, mais les communautés zapatistes se distinguent par ce qu'elles ont affirmé très clairement leur volonté de se maintenir, y compris par la force face à l'état et au capitalisme. L'état et le capitalisme étant clairement identifiés par eux comme des ennemis mortels. La zone contrôlée par les zapatistes constitue donc véritablement une île encerclée par l'armée dans le Mexique d'aujourd'hui, même si la communauté zapatiste a tissé des liens avec d'autres communautés indigènes. Dans les discours que nous avons entendus, nous avons noté leur souci premier de préserver leur ancienne culture (ce qu'ils nomment, retrouver les bonnes pratiques) leur identité et donc tout ce qui les

distingue du reste de la société mexicaine. On comprend donc que pour eux la société mexicaine est constituée d'une part d'indigènes (eux en premier lieu) et d'autre part de non indigènes : tous les autres. Leur projet est donc clairement un projet identitaire, à l'exact opposé de l'idéal anarchiste universaliste. Par ailleurs, pour résister à la pression de l'état mexicain, ils ont été amenés à mettre en place une sorte de gouvernement qui coiffe les divers groupes constituant leur communauté et prend les décisions (et uniquement celles-là) intéressant l'ensemble zapatiste. Même si dans le cours du débat, les délégués ont fortement insisté sur les moyens de contrôle de cet organe et des « élus » que la communauté s'est donnés (élections démocratiques, fonctions purement bénévoles constituant pour les élus une charge supplémentaire, charte précisant leurs devoirs) on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit là d'une sorte de « proto-état » en formation. Le fait qu'à plusieurs reprises, les délégués aient refusé de répondre à certaines questions (on n'est pas venu pour parler de ça) ne peut que nous conforter dans cette idée. Est-ce ce gouvernement qui a décidé des sujets dont on pouvait ou pas parler ? L'avenir nous dira ce qu'il en est. Notons quand même qu'à plusieurs

reprises, les délégués ont reconnu que des erreurs avaient été commises d'où la nécessité de se remettre en question. Ainsi, une déléguée nous a parlé de la création puis de la suppression de prisons pour les délinquants. On sent chez ces personnes beaucoup d'empathie et le souci de s'améliorer. Après la réunion, lors d'une discussion avec un ami, ce dernier s'est interrogé : « que sont-ils venus faire ici ? » La réponse est simple, ils sont venus chercher

des appuis. Pendant longtemps, la social-démocratie européenne a soutenu l'expérience zapatiste. L'arrivée au pouvoir de la social-démocratie mexicaine a changé la donne et les zapatistes viennent chercher des appuis dans la gauche européenne extra-parlementaire.



Pédale, pédale pour gagner ta vie

Depuis la période du confinement, pour contrecarrer l'épidémie du COVID, nous avons pu constater une explosion de livraison repas à domicile, UBER et DELIVEROO notamment. Dopés par la crise sanitaire, ces commerçants d'un genre nouveau se livrent une guerre impitoyable. De cette course à la saucisse, toutes ces enseignes veulent forcément tirer leurs épingles du jeu, en faisant inmanquablement pédaler plus encore leurs livreurs de repas. D'après des journaux économiques comme « Challenge » ou les « échos », c'est un business super rentable. Si eux le disent, nous ne pouvons que les croire sur parole. La clientèle a été habituée par ce système à des livraisons peu chères qui les pousses devant un dilemme, soit s'aligner sur les plus bas prix du marché, genre AMAZON, et massacrer leurs marges, soit faire payer plus cher les clients. Dans ce contexte commercial, il est aisé de s'imaginer que ceux qui pédalent comme des fous pour livrer la bouffe doivent inmanquablement pédaler plus encore.

Depuis des années, le système dans le lequel nous vivons vante à longueur de temps le monde de l'entreprise et des chefs d'entreprise, en te promettant que toi aussi, tu peux devenir riche en étant patron ou plutôt ton autopatron. L'autoentrepreneuriat, qui pousse les gens à vivre pour travailler, pour au final gagner chichement sa vie, n'est rien d'autre qu'une escroquerie. Ces entreprises, comme UBER ou DELIVEROO, sont associés avec des restaurants petits et grands, et aussi avec des magasins comme CASINO ou CARREFOUR, n'ont pas de stock à gérer, et n'ont pas vraiment d'employés, puisque les livreurs à vélo sont en quelque sorte des « associés ». Chez certain concurrent d'UBER ou DELIVEROO, c'est le livreur qui choisit l'horaire de livraison, et quels foyers peuvent être livrés en priorité en fonction de leurs parcours, d'après les PDG de ces boîtes (PICNIC par exemple), c'est pour optimiser leurs profits, et proposer des tarifs de services compétitifs. Ben voyons...

Alors comment se passe le boulot d'un livreur chez UBER ? Ce dernier doit attendre la sonnerie de son I phone pour la livraison, pour le lieu de rendez-vous + les frais de livraison (qu'ils doivent payer bien entendu), selon l'envie des gens. Ils gagnent par livraison, environ 3E50 à 5E + pourboire (imposable), et peuvent gagner jusqu'à 600E/semaines s'ils bossent dur. Un livreur de chez UBER, pour pouvoir se déclarer comme auto-entrepreneur, doit télécharger

une application sur son I phone, faire des démarches à l'Urssaf, s'inscrire à la chambre des commerces, prendre un K.I.B.S qu'il devra payer 50E s'il veut bosser de suite, payer des taxes comme si, il était un vrai patron pour finalement ne pas gagner grand-chose, avec en prime, une augmentation de ses impôts, puisqu'il gagne « plus ». L'UBÉRISATION du monde du travail est une sacrée aubaine pour les capitalistes. Ils n'auront plus à gérer les employés, plus de taxes à payer, plus de salaires à verser puisque les travailleurs à vélo, devenus des quasi-esclaves, sont devenus des patrons, donc des non salariés, si bien qu'ils n'ont qu'à cravacher comme on dit.

La liberté du possesseur de force de travail équivaut à la liberté de commerce et d'entrepreneuriat. Ainsi, faire gober aux gens qu'ils sont libres, et libres entrepreneurs, donc libres commerçants aussi (celui de vendre ses services, et sa force musculaire surtout), n'est rien d'autre qu'une mise en concurrence directe des livreurs de bouffe entre eux, livreurs qui tous survivent en s'imaginant être libres. La liberté donnée aux exploités dans la société capitaliste est avant tout celle de vendre sa force de travail. Cette soi-disant liberté a été un long et douloureux processus instauré dès les débuts de la révolution industrielle, et même avant. Puisque jadis, pour convaincre les

paysans de travailler pour les bourgeois et de se plier pas à leurs exigences, ceux-ci finissaient dans les prisons, les galères ou étaient fouettés en place publique, voire condamnés à mort. Les paysans sont devenus des ouvriers après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de subsistance, garantis par l'ancien régime (1).

« je travaille et je suis un homme libre... » est le genre d'idée particulièrement répandu à notre époque. Quand un individu répète ce genre d'âneries convenu dans toute la société, souvent il ne réalise

pas qu'il se fait exploiter, voler, qu'on augmente les cadences pour augmenter forcément les profits de quelques-uns. La « liberté », qui est vendue comme un produit aux prolétaires, n'est en réalité qu'un moyen comme un autre d'asseoir la domination économique de la bourgeoisie. Et les enseignes comme UBER ou DELIVEROO représentent particulièrement bien cette escroquerie.

Quand DELIVEROO change ses tarifs, les coursiers « associés » sont invités à accepter sous peine de prendre la porte. Où tout est mis en place pour que les livreurs puissent travailler toujours plus et encore plus vite. Car pour ces commerçants « Les livreurs payés à l'heure ont tendance à prendre plus de créneaux aux heures creuses. Un nouveau tarif les incite à travailler sur les heures pleines (celles où



il y a le plus de commandes) », ce qui pousse tout de même ces livreurs à vélo à prendre plus de risque pour leur vie. De plus, cela sous-entend une précarisation et une flexibilisation encore plus forte, comment trouver un logement avec des revenus non garantis ? Mais que vaut la vie de ces gens face aux profits engendrés par ce commerce ? Probablement pas grand-chose.

Note (1) : C'est la misère et la garantie mensongère d'une vie meilleure en milieu urbain qui ont conduit les paysans sans terre et sans moyen de subsistance à se ruer vers le prolétariat et ses promesses (et donc dans les bras de la bourgeoisie). Sous l'ancien régime, seuls 20 % des paysans étaient propriétaires terriens et parmi eux, seuls 30 % étaient assurés de pouvoir en vivre, ce qui ne représente pas grand monde. Ces derniers constituaient eux aussi une classe bourgeoise, pour laquelle la masse travaillait comme

ouvriers agricoles, lorsqu'elle ne turbinait pas dans les manufactures rurales. Quoi qu'ils fissent, en ville comme à la campagne, ces paysans se retrouvaient coincés sous le joug de la bourgeoisie !

Néanmoins, En France. Jusqu'au commencement du règne de Louis XVI (ordonnance du 13 juillet 1777), tout homme sain et bien constitué, âgé de seize à soixante ans et trouvé sans moyen d'existence et sans profession, devait être envoyé aux galères.

Il en est de même du statut de Charles Quint pour les Pays-Bas, du mois d'octobre 1537. C'est ainsi que la population des campagnes, un peu partout en Europe, réduite à la misère, a été rompue à la discipline qu'exige le système du salariat par des lois, des ordonnances et décrets terroriste, par le fouet, la marque au fer rouge, la torture et l'esclavage.

Pingouin et Goéland

« Nul n'a jamais choisi l'époque dans laquelle il vit » a écrit quelque part un quidam, ce qui est une façon de dire que nos modes de vie, nos comportements et jusqu'à nos pensées sont en grande partie déterminés par la culture dominante, les formes politiques et économiques propres à l'époque dans laquelle nous vivons.

Mais à rebours du quidam, nous affirmons que dans toutes les époques et en n'importe quel lieu, des individus se sont élevés pour affirmer haut et fort leur attachement à une éthique et à des valeurs n'appartenant à aucune époque ni à aucune mode particulière, et qui appartiennent simplement à l'humanité. Dans l'époque actuelle, on voit partout se développer des courants de pensée prétendument progressistes qui, sous prétexte de prendre la défense de minorités définies par leur culture, leur couleur de peau, leur histoire ou leur sexualité, en arrivent à nier cette simple évidence qu'il n'existe sur cette terre qu'une seule humanité exclusivement et artificiellement divisée en classes sociales luttant, les unes pour s'approprier les richesses et les autres pour essayer de garder le peu qu'elles ont gagné après d'âpres luttes. La parution d'un film comme « Pingouins et goélands et leur 500 enfants » nous montre que l'on peut dépasser ces divisions et à ce titre, il doit être salué.

Dans ce film le réalisateur Michel Leclerc retrace l'histoire de la maison d'enfants de Sèvres : créée en 1941 par un couple d'instituteurs atypiques, mu par un idéal teinté à la fois d'anarchisme et de communisme, partageant un même amour de la liberté et une même passion pour l'éducation des enfants. Leur refus de tout compromis avec les institutions en place va faire

d'eux des dissidents. Ils furent exclus de l'éducation nationale, du Syndicat National des Instituteurs, pour avoir signé un tract pacifiste en temps de guerre et leur critique du stalinisme les fera exclure du PCF.

Mais dissidents ils le furent bien plus encore quand, l'établissement dont ils avaient la charge, placé sous le patronage du régime de Pétain et dans le cadre du Secours National censé à partir de 1941 héberger des orphelins de guerre, va servir de refuge à des enfants juifs et à quelques adultes, (dont le mime Marceau) traqués par les autorités et recueillis par la Résistance.



À travers les témoignages d'anciens élèves de l'institution, le film nous montre les stratégies mises en place pour assurer la protection des juifs, à commencer par le remplacement des patronymes des éducateurs et des enfants (certains pouvant être trop révélateurs) par des noms d'animaux (dont le titre du film) mais également les méthodes d'éducation, inspirées de celles prônées par le pédagogue Ovide Decroly. L'enfant est placé au centre du projet éducatif, considéré comme un citoyen à part entière, et c'est à partir de ses centres d'intérêt que se construit le projet.

Sa curiosité sans cesse entretenue, nourrit sa soif d'apprendre, tant sur le plan intellectuel que sur le plan manuel et on ne peut s'empêcher d'être admiratif en voyant les œuvres accomplies avec très peu de moyens.

Pendant toutes ces années, l'imagination était vraiment au pouvoir et c'est la confiance accordée aux enfants qui ont permis de surmonter toutes les difficultés rencontrées. Ce n'est pas un des moindres paradoxes que, du fait de ces méthodes modernes et innovantes d'éducation, cette institution, soit devenue une vitrine du régime de Vichy. À la libération, les dirigeants du PCF accuseront d'ailleurs le

couple de collaboration avec l'ennemi, refusant en bons staliniens de voir que les relations de façade entretenues avec le gouvernement pétainiste, n'étaient qu'un voile dissimulant un projet totalement aux antipodes de l'idéal vichyssois. Également d'ailleurs aux antipodes des projets staliniens, (d'où sans doute cette haine) le projet éducatif poursuivi par le couple de Roger et Simone Hagnauer (Pingouin et Goéland dans le film) se caractérise surtout par la volonté de faire oublier aux enfants leurs origines, chaque enfant est exclusivement vu comme un être humain, comme un individu libre, partageant avec tout un droit égal au bonheur. L'enfant ne doit pas supporter le poids du passé, il n'est pas responsable des erreurs des générations qui l'ont précédé ainsi que des horreurs de l'histoire. La nécessité de faire table rase du passé, est donc vue comme une nécessité évidente, le droit à l'oubli remplace le droit à l'identité, et là encore autre posture paradoxale celle de tous les tenants du postmodernisme revendiquant ce droit identitaire aujourd'hui. Cette question de l'identité, des racines est centrale dans le film : pour Simone et Roger Hagnauer la volonté d'annihiler les barrières artificielles que, le hasard du lieu de naissance, de la culture, de l'histoire impose à chaque individu, est essentielle. Nos racines nationales, ethniques, culturelles sont à l'évidence pour eux des chaînes qui nous empêchent de jouir pleinement de toutes nos potentialités. Et c'est avec ce même esprit de passer outre les soi-disant déterminismes liés à nos origines, à nos racines, à l'histoire que dès la fin de la guerre, les

enfants seront amenés à rencontrer, lors de voyages, des enfants allemands avec qui ils vont développer de forts liens d'amitié (un couple va d'ailleurs naître de ces rencontres).

Le projet éducatif de la maison d'enfants de Sèvres est donc profondément universaliste et est inspiré par l'esprit des lumières du dix-huitième siècle, ce même esprit qui anime la philosophie anarchiste. Pour ce qui nous concerne il n'y a qu'un seul genre, l'humain – femme et homme-, quelle que soit notre culture, notre origine, notre histoire, notre couleur de peau, notre sexualité, nous avons tous le même droit à la liberté et donc à l'égalité. Et c'est parce que nous appartenons tous à la même humanité que nous avons tous le droit d'être et de vivre comme nous le souhaitons.

Mais ce que le film nous dit aussi, et ce que nous montrent les époux Hagnauer, c'est que ce droit est à conquérir (sur ce point rien n'a changé aujourd'hui). Nous pouvons briser les déterminismes sociaux culturels, religieux qui nous rendent ennemis les uns des autres, qui sont cause des guerres, des inégalités, des barbaries actuelles. Cette cause ne dépend que de nous et vaut la peine de se battre pour elle. C'est un bonheur que de voir les anciennes élèves de l'institution (il s'agit essentiellement de femmes) évoquer leurs souvenirs, leur gratitude envers le couple d'éducateurs, leur liberté et leur joie de se retrouver année après année dans le cadre de cette maison où elles se sont réellement construites et qui, au final, a donné sens à leur vie.

Bangladesh : le goût amer de la commission paritaire pour les travailleurs du thé

La production de thé au Bangladesh a débuté lors de la période coloniale, au XIXème siècle. La première plantation a vu le jour à Malnicherra (district de Sylhet) en 1854. Depuis, ce sont toujours les mêmes conditions féodales qui sont imposées aux cueilleurs de thé. Ou plutôt aux cueilleuses, car ce sont quasi exclusivement aux femmes qui sont

employés pour ce travail exténuant, debout toute la journée dans des conditions parfois suffocantes. Il y a 167 plantations de thé, auxquelles s'ajoutent environ 800 petites exploitations. Plus des trois quart de la production de thé sont réalisées dans la division de Sylhet, au nord-est du pays, notamment à Maulvibazar et Habiganj qui bénéficie d'un climat humide et d'un relief légèrement escarpé.

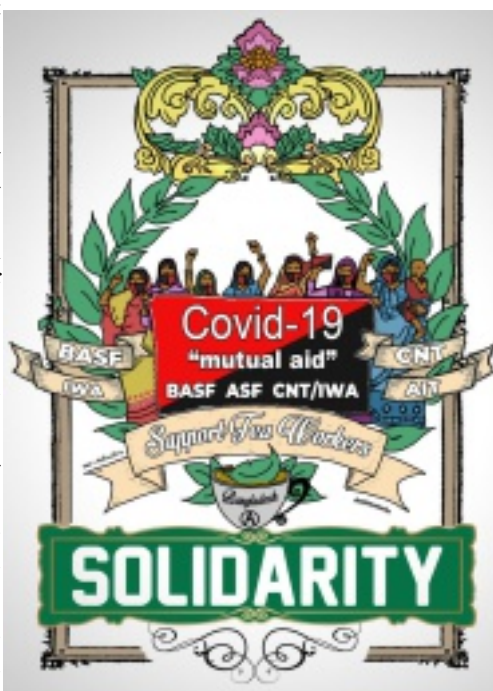
Alors que le Bangladesh était un pays exportateur jusque dans les années 90, aujourd'hui la production de thé ne suffit pas à couvrir la consommation locale, notamment du fait de la faible productivité des plantations vieillissantes et mal entretenues par les propriétaires de plantation de thé. Les cueilleuses de thé sont certainement les plus exploitées et les plus pauvres de tous les

travailleurs du Bangladesh, leur salaire étant le plus faible des 43 secteurs industriels du Bangladesh, selon Rajat Biswas, secrétaire général de la région de Maulvibazar du syndicat Shangha (BUTS).

En 2010, le gouvernement avait fixé le salaire minimum journalier à 45 Taka1, soit 44 centimes d'euros par jour ! Cela avait déclenché une grève immédiate et le salaire minimum avait été doublé à 99 Taka (0,98 euros/jour). Pour éviter de nouveaux mouvements de

grève incontrôlés, le gouvernement et les propriétaires de plantation avaient alors eu l'idée de créer une Commission Paritaire des salaires, destinée à favoriser le dialogue social entre les représentants des employeurs et ceux des travailleurs. La Commission paritaire est nommée pour 5 ans, ses membres sont désignés par le Gouvernement qui les choisit parmi les organisations patronales et syndicales officielles et reconnues comme représentatives. Elle doit proposer une révision des salaires minimum tous les deux ans, et doit faire parvenir ses recommandations au gouvernement dans les 6 mois après avoir délibéré.

Après de nombreuses années de tergiversation, le gouvernement avait fini par nommer la Commission paritaire en



janvier 2019. Celle-ci fixa alors pour deux ans le salaire minimal entre 116 et 120 Taka par jour (entre 1,15 € et 1,19 € par jour). Pourtant les syndicats estiment que pour vivre décemment, ce salaire devrait être au moins de 300 Taka (2,97 euros) plus le logement gratuit et un congé pour les fêtes de fin d'année équivalent à deux mois de salaires. Cette recommandation arrivant à échéance en décembre 2020, la Commission tripartite aurait dû se réunir courant 2020 pour fixer le nouveau salaire minimal. Mais les patrons prirent l'excuse du Corona pour repousser sans cesse la réunion de la Commission. Finalement, la Commission a annoncé le 13 juin 2021, avec 6 mois de retard, que le salaire minimum resté inchangé.

La Commission tripartite a également proposé de créer un salaire pour les apprentis de 110 Taka, ce qui est surtout un moyen de payer moins les adolescents et jeunes adultes qui travaillent aux côtés de leurs mères pendant la saison de la cueillette.

La Commission a refusé le principe d'une augmentation annuelle automatique de 5% - pourtant recommandée par le Bureau des salaires minimum du gouvernement ! - a dénoncé Gita Rani Kanu, présidente du Forum des Femmes travailleuses du Thé du Bangladesh. La Commission a par contre proposé de se réunir tous les 3 ans au lieu de tous les 2 ans !

Enfin si la Commission a recommandé aux employeurs de fournir une citerne ou un puits pour chaque 20 familles de travailleurs, elle n'a pas précisé comment les employeurs devaient s'assurer que l'eau était potable, alors que c'est pourtant obligatoire selon le Code du Travail du Bangladesh de 2006.

Le refus de la Commission d'augmenter les salaires a déclenché la colère des travailleurs. Comme le dit Rajdeo Kairi, Cha Sramik (travailleurs du thé) du syndicat Sangha : « 167 années se sont écoulées depuis le début de l'industrie du thé au Bangladesh, mais notre salaire journalier n'est même pas de 167 Taka ! » La BASF, section de l'AIT au Bangladesh et particulièrement active dans la région de Sylhet, et le Syndicat des travailleurs du thé du Bangladesh



ont exigé l'annulation du projet de recommandation sur le salaire minimum. Ils maintiennent la revendication de 300 Taka journaliers minimum, ainsi que le logement et les soins gratuits et deux mois de primes.

Des mobilisations sont en cours pour dénoncer cet accord de la honte.

Cet exemple démontre encore une fois que les commissions paritaires qui réunissent les employeurs et les travailleurs pour soit disant favoriser le dialogue social ne servent à rien pour les travailleurs : les commissions paritaires ne sont utiles que pour les employeurs et pour les parasites bureaucrates syndicaux. Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force si elles veulent obtenir justice et cesser de faire confiance aux syndicats officiels et aux commissions paritaires. C'est le rapport de force - et notamment la grève - qui permettra aux travailleuses et aux travailleurs d'obtenir leurs justes revendications.

1: *Le taka est la monnaie du Bangladesh.*

L'AIT continue sa progression territoriale

L'AIT (association internationale des travailleurs), dont nous célébrerons le centenaire de la création l'an prochain, est la fédération qui rassemble les anarchosyndicalistes du monde entier.

Si elle est une modeste organisation comparée à ce qu'elle a pu représenter dans les années 20 et 30 du siècle dernier, et après avoir été sérieusement secouée par des processus mal intentionnés de séparation ces vingt dernières années, elle continue tranquillement son labeur d'unité et de regroupement des anarchosyndicalistes dans le monde, et notamment dans les pays qui n'avaient jamais connus jusqu'ici de tradition libertaire.

Après le congrès de Melbourne, fin 2019, où l'AIT avait accueillies de nouvelles sections et amis en Indonésie, Bangladesh et Inde, un congrès extraordinaire qui s'est déroulé du 25 au 27 juin a permis de confirmer come section de l'AIT l'ULET-AIT de Colombie, qui participe très activement au mouvement de révolte populaire dans ce pays, et le WAS-AIT d'Autriche. Avec la WAS, l'AIT dispose dorénavant d'une section de langue germanique, et nous espérons que cela sera une source de motivation et d'inspiration pour les anarchosyndicalistes des autres pays de cette aire linguistique.

Nous souhaitons également la bienvenue aux nouveaux amis de l'AIT du Workers Solidarity Initiative du Pakistan, de Solidaridad Obrera au Chili, et de Mapagpalayang Kapatiran (Fraternité libertaire) des Philippines.

En ce qui concerne la France, la CNT-AIT, section française de l'AIT, invite tous les anarchosyndicalistes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'AIT à reprendre le chemin du dialogue afin de célébrer le centenaire de l'AIT en 1922 de manière fraternelle et unitaire, et de pouvoir faire face ensemble à la crise sociale et environnementale qui s'annonce devant nous, dans une perspective communiste libertaire.

Pour en finir avec la Prison !



Depuis la campagne contre l'extradition et pour la remise en liberté d'Antonio Nieto Galindo intervenue en février 2020, la « justice européenne » n'a pas chômé dans sa lutte et sa répression à l'encontre de compagnons. Anarchistes. Grèce Espagne Italie.

Nous relayons ici une nouvelle campagne pour la libération de Gabriel Pombo à l'initiative de la CNT.AIT espagnole

« Espagne : Liberté pour Gabriel Pombo da Silva

« Nous, membres de La Confédération nationale du travail, affiliée à l'Association internationale des travailleurs, CNT/AIT, nous nous confrontons à l'État en débutant notre campagne pour la libération légitime de notre Compagnon Gabriel Pombo da Silva ; campagne que nous maintiendrons jusqu'à sa libération, alimentée par toutes les actions de popularisation et de luttes nécessaires. Gabriel est injustement en prison depuis plus de 30 ans. Il est l'un des plus anciens prisonniers de toute l'Europe, purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité. Nous exigeons de l'État espagnol l'application de ses propres lois, tel l'arrêt de la vengeance politique et institutionnelle, en dénonçant l'arbitraire de son soi-disant « État de droit ». Nous appelons les personnes et les organisations solidaires à soutenir la campagne et à se mobiliser pour atteindre l'objectif de voir Gabriel libéré. À partir de ce cas particulier, nous portons un regard sur l'ensemble du système punitif institutionnel, sans oublier toutes les personnes qui en souffrent aujourd'hui. Le monde nouveau naîtra de la solidarité et dépendra de notre capacité à le



défendre ensemble. Vive l'anarchie !

CNT-AIT Espagne”

Malgré des peines inimaginables, plus de 42 ans pour Antonio, plus de 30 ans pour Gabriel, la justice européenne, l'État espagnol et son système juridico-pénitentiaire ne font pas plier nos compagnons.

Résistance à l'intérieur comme à l'extérieur des murs. Preuve en est la présence d'Antonio, sur la photo, portant la banderole demandant la libération de Gabriel. Cette solidarité à une histoire étroitement liée à celle de la Copel Coordination des prisonniers en lutte des années 1975/1977* ; ou encore Antonio portant témoignage sur les conditions de détention dans les geôles franquistes et post franquistes de 1971 à 2020, comme lors de la soirée organisée à Villanova y la Gueltru – proche Barcelone–par la Cnt-Ait locale le 25 septembre dernier, soirée à laquelle deux compagnons de Toulouse Montauban ont assisté.

Contre toutes les prisons, nous n'oublions pas notre compagnon Iranien Soheil Arabi et sa mère Farangisse Mazloun, nos compagnons Afghans, Chiliens Monica Cabellero et Francisco Solar et tant d'autres.

Voir le documentaire : <https://www.youtube.com/watch?v=kGhFY6XYc14>
COPEL: Una historia de rebeldia y dignidad Sous-titré en français



AGENDA

Nos permanences hebdomadaires du samedi ont repris leur rythme, nous réouvrons

Tout les samedi de 16H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs

Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique

facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte

Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin

de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA

restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au

journal (chèque à l'ordre de SIA). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous

forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou

produits de première

nécessités. n'hésitez pas à passer aux

permanences le samedi après midi

à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des

personnes qui se retrouvent dans

les principes, tactiques et finalités de

l'Anarchosyndicalisme, et

souhaitent commencer à oeuvrer localement

pour diffuser nos idées et nos

pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement

une initiative CNT-AIT, ou

rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à

prendre contact avec nous

par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net)

ou par courrier (CNT-AIT, 7

rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la

CNT-AIT

[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.p](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

[hp?rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et

Fédéréseau : [http://blog.cnt-](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

[ait.info/post/Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

Diplomatie

Une fois de plus, entre chantage et menaces, propos malvenus et réponses fort peu diplomatiques, le tout sur un fonds de guerre larvée entre les états de l'ouest maghrébin, les peuples de nos deux pays, essentiellement les plus pauvres, s'attendent à payer le prix des égots de nos dirigeants.

Alors que la Méditerranée reprend après une courte pause cause pour le Hirak, sa fonction de cimetière marin, les Algériens pris en otages voient grimper le tarif des patates et la diaspora doit se priver de visiter la famille.

« Prenez Monsieur Tebboune vos terroristes et vos harragas délinquants... OK Monsieur Macron, mais donnez-nous dans le même paquet nos opposants politiques, ces blogueurs qui, au nom de la liberté d'expression, ont l'outrecuidance de critiquer le régime béni afin que nous puissions les convaincre de la pertinence de nos arguments et les amener à renier leurs erreurs... Sinon, makache walou ! Pas de laissez-passer bleu chez nos consuls... »

En attendant, l'hypothétique match France-Algérie, le pouvoir militaropolitique algérien joue au foot avec un président-candidat aux prises avec une extrême droite dont il ne sait pas dans quel sens caresser le poil. Faute de pouvoir le rentrer dans les buts, l'important est de taper dans le ballon, et le ballon, c'est le peuple, l'éternel sacrifié de tous les pays du monde.

Jusqu'à quand accepterons-nous de nous soumettre à des diktats, de nous résigner à ce que demain soit pire qu'aujourd'hui, que nos anciens soient morts pour rien et que nos enfants n'aient pas d'avenir ?...

MENTIR VRAI, C'EST PRIMORDIAL EN POLITIQUE :

« ON SE BAT AU QUOTIDIEN CONTRE L'ÉVASION FISCALE, MAIS C'EST DIFFICILE » : CE DÉPUTÉ LREM EST DANS LES PANDORA PAPERS.

Il s'appelle Sylvain Maillard, il est quarantenaire, entrepreneur, ultralibéral, passé par une école de commerce. La caricature du Macroniste. Au début de l'année 2019, sur un plateau télévisions lors du soulèvement des Gilets Jaunes, il déclare sans gêne : « on se bat tous les jours contre ça [l'évasion fiscale], mais c'est difficile ».

Aujourd'hui, Sylvain Maillard figure dans la liste des évadés fiscaux révélés par l'affaire Pandora Papers. Il a été mêlé à un commerce de contrefaçons de toupies, qui a valu une condamnation judiciaire à l'un de ses associés. Sylvain Maillard a échappé aux tribunaux grâce à l'opacité d'une société offshore installée aux Seychelles, un paradis fiscal de l'océan Indien.

Le député Sylvain Maillard, élu dès le premier tour des législatives dans les beaux quartiers parisiens, est l'incarnation parfaite de la bourgeoisie radicalisée qui dirige la France. Cynisme, double discours, arrogance et crapulerie. N'oubliez pas que ce sont ces gens qui parlent de la "crise" qui votent la réduction des APL et la casse des retraites et du chômage.



Que la tierra te sea leve Compañero

Martin Arnal Mur, né le 12 novembre 1921 à Angües en Espagne, jeune paysan aragonais et fils de paysan, très peu scolarisé, mais d'une grande curiosité, a appris très vite à lire et à écrire. Élevé dans les valeurs de partage, de solidarité et de liberté, il devient vite membre des jeunes libertaires dès 1936. Curieux de tout, aux contacts des athénées libertaires, il s'ouvre à tous événements culturels populaires. Théâtre, musique, lecture, histoire, etc. Ses frères aînés dans les "giras" de la CNT, les dimanches, lui montrent la voie. Il devient anarchiste et anarchosyndicaliste très tôt. Militant pacifiste et anarchiste, il a en horreur la guerre et les armes. Et c'est bien malgré lui qu'il se retrouve plus tard en uniforme et portant une arme. Loin d'être un "Guerrillero", Martin est un farouche défenseur de la vie, et parce qu'anarchiste, il s'affirme comme militant de la paix.

Mais l'histoire le rattrape avec les arrestations et les assassinats de ses deux frères aînés fusillés par les franquistes. – Jose mort le 23 août 1936, Roman mort en février 1937 –. Antifasciste, et ardent défenseur de la liberté, il va alors lutter et rentrer en résistance.

Il participera à la révolution sociale dans la « colectividad de Angües » et prônera le Communisme libertaire : collectivisation des terres et des biens communs (troupeaux, matériel, récoltes), abolition de l'argent... Autant de réalisations concrètes et non d'utopies...

À la rupture du Front de Huesca, il bat en retraite et passe, en mars 38, les Pyrénées une première fois. Envoyé en convoi à Angoulême, il s'évade et à pied, regagne le Sud-ouest pour rejoindre par la suite sa famille arrivée en Catalogne espagnole. Puis, seconde « retirada » en 1939, on le retrouve dans le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer.

Après 4 mois, il en sort en intégrant la 180ème division compagnie de travailleurs étrangers CTE, et est envoyé pour fortifier la ligne Maginot. Lors d'un bombardement en 1940, il s'évade et part de nouveau à pied rejoindre Lisle sur Tarn où sont ses parents.

Là, il va travailler à l'organisation clandestine de la CNT, et rejoint, en 1942, la résistance sur le secteur Salvagnac Gaillac, groupe 11 de la 7ème brigade des Guérilleros espagnols rattaché aux Forces Françaises de l'Intérieur. Il participera aux actions qui ont évité la présence allemande à Gaillac, et aussi, à la libération d'Albi en 1944.

En septembre 44, il part avec le 186ème bataillon FFI participer aux opérations de pénétration organisées par la « UNE » ; en octobre 44, son groupe, composé de 5 hommes et basé à Saint Lary Soullans, aura pour mission la surveillance et la reconnaissance du territoire frontalier, le passage ou l'exfiltration de guérilleros.

Il le dira bien plus tard : « Nous avons commis une seule erreur : notre participation à la guerre au lieu d'asseoir et confirmer l'œuvre de la révolution sociale. »

Dès la fin de la guerre, on le retrouve comme bûcheron, journalier agricole puis paysan, artisan maçon. Avec sa Compagne Angela, jeune Andalouse, qui sera de tous ses combats, il fonde une famille sans oublier sa terre natale. Il va alors consacrer tous ses efforts à la reconstruction de la CNT Espagnole en exil sur Toulouse (MLE-CNT de l'exil). Martin, sachant l'importance qu'il faut accorder aux



faits, n'aura de cesse de lutter pour la justice et la vérité historique, loin des manipulations et des tentatives de réécriture partisans. Il est un des cofondateurs

du Centre Toulousain de L'Exil Espagnol. Militant de la CNT-AIT, toujours du côté des plus fragiles, la solidarité et l'appui mutuel, chez lui, n'étaient pas de vains mots.

De retour en 1968 à Angües dans son village natal, il rentrera définitivement dans celui-ci après la mort de Franco. Puis, il concentrera ses efforts quotidiens au travail de mémoire historique, ouverture des fosses communes afin de rendre justice et dignité aux victimes assassinées. En 2018, il retrouvera les restes de son frère Roman dans le cimetière de « los martires » à Huesca, 81 ans après son assassinat.

Mais Martin ne vivait pas que dans le passé. Combien de fois, intervenant en milieu scolaire, lieux alternatifs ou villages occupés, Martin, par sa présence, s'intéressant toujours à un autre futur, a pris tout son temps pour échanger avec la jeunesse. Au-delà de son combat pour la mémoire, Martin a été un pédagogue convaincu, portant aussi grand intérêt à la transmission. Autodidacte érudit, il a appris très vite l'espagnol, l'aragonais, le français, l'occitan et l'espéranto. Par ses lectures incessantes – Martin depuis 1949 lisait et écrivait tous les jours après le travail – il enrichissait sa réflexion d'Être humain engagé. Martin a aussi été un homme qui aimait la rencontre, et un passeur d'idées et de valeurs. Son regard sur le monde, loin des idéologies, sa philosophie nous a donné une belle leçon de vie, humble et digne, mais déterminée, sans dieu ni maître. Martin était un « gran Compañero ». Hasta siempre y Que la tierra te sea leve Martin !

Bibliographie de Martin Arnal Mur :

- *Memoria de un anarquista de Angües 2009.2018 ed comuniter*

- *Ecos de un lugar cualquiera 2018 ed comuniter*

- *Sin romper el hilo de nuestra historia 2021 ed Zoila Acasibar*

À lire aussi son interview donnée au Salto :

<https://www.elsaltodiario.com/memoria-historica/entrevista-martin-arnal-habr%C3%ADa-matado-franco>

Martín Arnal Mur, durante la entrevista con 'El Salto'. David F. Sabadell

Hommage anarchosyndicaliste aux 95 victimes civiles assassinées le 23 août 1936 à Huesca .

Depuis quatre ans nous suivons et apportons notre soutien à l'ARICO Association pour la Récupération et l'Investigation Contre l'Oubli, association aragonaise qui déploie tous ses efforts pour que la vérité et la justice se fassent devant les crimes commis lors de la guerre civile espagnole sur l'ensemble du territoire de l'autonomie *.

Depuis la promulgation de la loi sur la mémoire historique, il n'est de cesse pour les familles des victimes qui désirent rendre hommage et dignité à leurs disparus de combattre l'indifférence, voir le mépris, des autorités afin de favoriser l'ouverture des fosses communes. À charge pour elles de monter le dossier et de travailler sans relâche avec l'Association Arico qui ne vit que des subventions aléatoires de l'exécutif.

*Depuis ces trois dernières années : Huesca, Ores, Luna, Pomer, Farasduès...



Martin Arnal Mur, 14 ½ ans en 1936, retrouvera son frère à 98 ans en 2019

Hommage anarchosyndicaliste aux 95 victimes civiles assassinées le 23 août 1936 à Huesca .

« La barbarie a commencé en milieu de matinée le dimanche 23 août. L'aviation républicaine avait bombardé la ville causant deux morts. Les phalangistes (qui avaient déjà emmené 47 personnes les jours précédents) ainsi que des militants de l'organisation d'extrême droite Acción Ciudadana et surtout l'ensemble du Chapitre de la cathédrale, organisèrent une manifestation réclamant des « représailles en criant haut et fort : « À MORT ! les lâches

antipatriotiques ! ».

La tournée s'est terminée devant le commandement militaire, où le colonel Luis Soláns Lavedán, originaire d'Albalate de Cinca, responsable du soulèvement et de la répression à Melilla, et qui n'était le chef militaire de la place que depuis trois jours, leur promit « justice » pour ceux qui causaient la catastrophe nationale". ...

Attachés par les poignets , deux à deux, au milieu d'une grêle de coups, à coups de crosse de fusil, terrifiés et moqués, insultés, les prisonniers étaient chargés par groupes dans un camion découvert et conduits jusqu'au mur ouest du cimetière où se déroulait une orgie de sang. Les fossoyeurs ne pouvaient pas faire face à cet interminable dimanche. De temps en temps, une autre cargaison de condamnés arrivait sans procès, ils étaient poussés à terre et assassinés par leurs propres voisins, ces « bons voisins » de Huesca.

Le docteur Alfonso Gaspar, qui avait sauvé la vie de Franco lorsqu'il avait été abattu en Afrique, fut frappé à coups de pied à mort avant de lui donner le coup de grâce. Emilio Coiduras, un employé de banque, réussit à s'éloigner de son voisin et courut dans la mauvaise direction, à l'intérieur du cimetière où il fut pourchassé parmi les tombes en criant désespérément le nom de sa femme. L'enseignant et également employé de banque José Borau, membre de la Jeunesse socialiste, avait été arrêté pour avoir soutenu la grève appelée pour protester contre le coup d'État militaire ; sa rébellion signa sa condamnation à mort. Les sœurs Barrabés Asún, des Jeunes libertaires, ont été tuées en représailles : les phalangistes n'ayant pu arrêter leurs frères. Sara Ferrer, 7 ans, n'oublia jamais comment elle eut le cœur brisé quand elle vit son père passer dans le camion, attaché aux poignets du tailleur Andrés Rivas, le boiteux Rivetas... Ingénieur civil. Adolfo Pastor, d'une grande intégrité, insuffla du courage à ses compagnons dans le dernier voyage de leur vie :

« On ne meurt qu'une fois, déclara-t-il, il faut relever la tête et mourir dignement ». Un bourreau s'est souvenu de cette phrase toute sa vie. Et Concha Monrás, la veuve de Ramón Acín cénétiste, professeur émérite sculpteur et peintre assassiné le 6 août 36, un inspecteur de l'enseignement primaire José Ruiz Galán, Pablo Ordás Tafalla, journalier... et tant d'autres. Jusqu'à 95 vies qui ont été soufflées ce 23 août 1936. Aux dernières lueurs, les dernières pelletées de terre refermaient la longue fosse qui abritait tant de corps. Une traînée de sang dans le mur perforé et criblé s'étalait et conduisait jusqu'au carré 15, désormais ils seront invisibles. Les meurtriers, dans l'impunité de leurs crimes contre l'humanité, ont célébré cette journée héroïque en dînant et en trinquant au bar Flor... »



Huesca cimetière route de Saragosse Aragon, Espagne. 23.08.21

Le dessous des cartes : le voyage en Europe ou la tentative de marketing politique de l'EZLN envers la gauche et la jeunesse européenne ...

Article du journal Mexicain Proceso[1], qui permet de comprendre les intentions derrière le voyage en Europe de l'EZLN : resserrer les liens qui s'étaient distendus avec la gauche européenne, rallumer la flamme pour l'EZLN dans les cœurs de la nouvelle génération militante, de façon à redonner du souffle à leur base de soutien. Car comme l'explique l'auteur si l'EZLN a réussi à développer des systèmes éducatifs, sanitaires et économiques alternatifs, ils restent fragiles et dépendants (notamment financièrement) de soutiens extérieurs et essentiellement européens, qui sont instables. L'EZLN vient donc en Europe rechercher ces soutiens qui lui sont nécessaire dans son bras de fer avec le gouvernement mexicain et garantir ainsi leur survie. L'EZLN est cependant confronté à une contradiction : ses réseaux de soutien encore actifs en Europe sont essentiellement issus du mouvement anarchiste, alors que c'est du pouvoir de pression diplomatique et géopolitique de la gauche intégrée dans le pouvoir (socio-démocrates, écologistes) que l'EZLN a besoin. Pour ne pas s'aliéner ce qui reste de sa base militante de soutien, l'EZLN veille donc à gommer dans sa propagande vers l'Europe tous les aspects nationalistes[2] ou intégrationnistes de sa politique actuelle (participation aux élections). Et elle continue en coulisse ses tractations avec la gauche institutionnelle, avec qui au fond elle partage bien plus d'affinité politique et pratique qu'avec les libertaires qui lui organisent sa tournée de retour sur scène, telles un come-back de vieilles rock stars oubliées.

Extrait de l'article Zapatisme : la rébellion qui dure de Bernard Duterme

A la fois « identitaire, révolutionnaire et démocrate », la rébellion des indigènes zapatistes du Chiapas lutte « pour la dignité » et « contre le capitalisme ». Vingt ans après l'insurrection du 1er janvier 1994, elle est toujours là, opiniâtre et évolutive dans son profil et son rapport au politique. Pourtant le contexte ne lui sourit guère. Et l'« autonomie de fait » qu'elle construit sur le terrain étonne autant par son zèle que par sa précarité. ... [l'extrait ci-dessous de l'article initial de Bernard Duterme, sociologue, directeur du Centre tricontinental de Bruxelles, spécialiste et sympathisant de la rébellion zapatiste depuis son surgissement en 199] évoque deux questions clés du débat sur le zapatisme, sources de controverses et dont l'enjeu renvoie précisément au sens et au destin de la rébellion. La première concerne le rapport au politique de l'EZLN, sa conception de l'État et les voies privilégiées du changement social. La seconde touche à la fécondité et à la viabilité – sociale, politique, économique... – des expériences d'autogouvernement zapatiste en cours dans les zones d'influence de la rébellion.

Politique et Etat : Contre, avec ou sans ?

Le rapport au politique de l'EZLN et les voies du changement social privilégiées par la rébellion ont, eux aussi, significativement évolué ces vingt dernières années. Essentiellement au gré des aléas, des avancées et déconvenues du rapport de force avec le pouvoir mexicain, mais aussi en fonction du répondant (ou non-répondant) des gauches sociales et politiques nationales [12], du dialogue avec l'intelligentsia progressiste, marxiste ou indianiste, et de l'écho international des différentes formes de la lutte zapatiste. D'évidence, l'EZLN est ainsi passée, en deux décennies, de la prédominance d'une tendance plus « étatiste » à la prédominance d'une tendance plus « autonomiste ».

La première, centralisatrice et d'inspiration marxiste-léniniste dans le cas qui nous occupe, établit un rapport hiérarchique entre partis politiques (haut) et mouvements sociaux (bas), et vise, si pas le renversement ou la conquête du pouvoir d'État, au moins



L' EZLN combine en même temps une idéologie nationaliste mexicaine et une idéologie indigéniste identitaire

l'expression partisane des luttes, condition de l'efficacité politique, « par le haut », des mobilisations sociales. La seconde, plus horizontale et d'inspiration anarchosyndicale et libertaire, refuse l'idée de délégation – séparation, dessaisissement, concentration – du pouvoir et donc toute forme de médiation ou de représentation instituée. Elle privilégie la « territorialisation » et le développement de pratiques autogestionnaires, « par le bas », hic et nunc. L'une procède au nom d'une certaine fétichisation de la « suprématie de l'État », l'autre de la « pureté du social ».

Dans un effort constant – et vital ! – de reformulation de l'agenda politique de la rébellion en fonction des « fenêtres d'opportunité » qui s'ouvrent et se ferment, l'EZLN est aussi passée, parallèlement à ce glissement étatiste-autonomiste, de l'idéal révolutionnaire initial « pour le socialisme » au Mexique, à l'appel de janvier 1995 à la

création d'un « Mouvement pour la libération nationale », puis à l'affirmation et la défense de la « dignité indigène », ou encore, dans les années 2000, au réseautage de résistances « anticapitalistes », « en bas à gauche », sur le territoire national et au-delà [13]. Le « rejet » de la conquête, militaire ou électorale, du pouvoir d'Etat et le virage autonomiste de l'EZLN sont donc à considérer plus comme le résultat d'un cheminement tactique ou comme un aboutissement circonstanciel, voire accidentel, que comme un « en-soi » idéologique du zapatisme. A rebours de toute perspective essentialiste, Daniel Bensaid avait vu juste : « les zapatistes disent ne pas vouloir ce que, de toute façon, ils ne peuvent atteindre. C'est faire de nécessité vertu » (2003).

Amaury Ghijssels, activiste altermondialiste belge qui a participé à l'Escuelita zapatista dans le Chiapas en janvier 2014, résume l'évolution de la stratégie de transformation sociale de l'EZLN en trois mots : « contre, avec, sans » (Ghijssels, 2014). A la folle déclaration de guerre de 1994 « contre » l'armée et le pouvoir mexicains, ont en effet succédé d'abord une période mouvementée de dialogue

« avec » le politique, gouvernemental et partisan, puis dans la foulée, face aux échecs et impasses de ces deux voies, le temps du repli et de la construction de

l'« autonomie de fait » dans les communautés indigènes, « sans » plus aucun contact avec l'establishment, ni aides ou interventions officielles d'aucune sorte.

La défiance zapatiste à l'égard du politique et du pouvoir comme instruments déterminants de la révolution sociale n'est donc au final que relative : d'une part, parce qu'elle s'accompagne, dans le chef de la rébellion, d'un attachement réaffirmé aux concepts de souveraineté et d'indépendance nationale face aux intérêts capitalistes et impérialistes supranationaux ; d'autre part, parce que sur le terrain, « l'expérience des 'Conseils de bon gouvernement' est la confirmation éclatante du souci de construire d'autres modalités d'organisation politique », à savoir « des formes d'autogouvernement dans lesquelles la séparation entre gouvernants et gouvernés se réduit autant qu'il est possible » mais n'évacue pas cependant toute « verticalité » ou relation de pouvoir entre autorités et administrés et, moins encore, entre l'EZLN en tant que structure politico-militaire et les « bases d'appui » zapatistes (Baschet, 2014).

Viabilité de l'autogouvernement zapatiste

Par la force des choses, l'exercice d'une « autonomie de fait », non reconnue légalement, dans les zones d'influence de la rébellion constitue donc depuis plus d'une dizaine d'années le cœur de la lutte zapatiste. A entendre les professeurs indigènes de l'Escuelita de janvier 2014, l'autogouvernement rebelle renvoie autant à la méthode qu'à la finalité de leur lutte. Il est à la fois le lieu d'expérimentation pratique et « par le bas » de leur projet de transformation sociale et le laboratoire de leur émancipation politique et culturelle. Dans le glossaire zapatiste, « autonomie » signifie désormais « liberté ». « Il n'est pas d'émancipation véritable qui ne soit auto-émancipation. (...) L'expérience invite à redécouvrir (...) ce principe aussi élémentaire que décisif : nous sommes capables de nous gouverner nous-mêmes » (Baschet, 2014).

Pour autant, l'ensemble est-il viable ? Dans un contexte économique, politique et militaire toujours hostile, la dynamique zapatiste est-elle à même de gagner du terrain ou, plus modestement, de se reproduire, de durer encore... pour le bien-être de ses premiers protagonistes au quotidien, les pieds dans la boue, la tête et les mains à l'ouvrage ? Deux questions, plus précises, ont circulé au Chiapas dans le cadre des célébrations du 10e anniversaire des « Conseils de bon gouvernement » et du 20e du soulèvement armé : « les zapatistes sont-ils plus ou moins nombreux qu'en 1994 » et « vivent-ils mieux ? ». Jugées « trop cartésiennes » ou

« typiquement occidentales » par d'aucuns, ces deux interrogations ont néanmoins reçu des éléments de réponse divers, parfois contradictoires, au sein même des rangs zapatistes et parmi les observateurs « zapatissants ».

Le sous-commandant Marcos d'abord y a répondu, par anticipation, dès décembre 2012 [14]. En gros : « oui, nous sommes plus forts qu'avant et oui, nous vivons mieux ». Comme lui, les professeurs et les familles de l'Escuelita zapatista de janvier 2014 ont souligné la vigueur, la détermination et la résistance de la dynamique, ses avancées en « dignité » et ses réalisations concrètes en partage du pouvoir, en éducation, en santé, en justice, en égalité hommes-femmes, en activités productives et commerciales. Ils ont aussi reconnu et expliqué, tout comme Marcos, « pas mal d'erreurs et beaucoup de difficultés ». Ils n'ont pas caché non plus que c'était « dur, exigeant... », qu'il fallait « être patient pour que viennent à s'améliorer les conditions matérielles », même si ce n'était « pas le plus important », qu'il y avait eu « des désistements... des dissidents, des mécontents... des jeunes qui n'ont pas résisté aux tentations du village voisin... aux cadeaux du gouvernement... à l'émigration aux Etats-Unis... », mais qu'il y avait aussi « des nouveaux qui nous ont rejoints ».

Pas ou peu de chiffres toutefois sur le nombre réel de zapatistes qui vivent « en autonomie » aujourd'hui. La journaliste Laura Castellanos, qui s'appuie sur « une source fiable proche de l'organisation », en annonce « plus de 250 000 » qui peuplent les vingt-sept « Municipalités autonomes rebelles – MAREZ » que l'on compte encore dans les cinq Caracoles zapatistes [15], c'est-à-dire quelque 22% de la population indigène du Chiapas (El Universal, 2 janvier 2014). D'autres observateurs, pas moins sensibles à la cause, parlent de 150 000, voire de 100 000 rebelles au maximum (même dans les points d'ancrage forts de la rébellion, aucune municipalité ne peut se targuer d'être à 100% zapatiste). La plupart admettent en tout cas que le mouvement a enregistré des défections significatives, individuelles ou collectives, notamment dans les communautés « entrées dans le zapatisme peu avant ou immédiatement après 1994, mues par la crainte d'être coincées entre deux feux ou par l'espoir d'une victoire rapide » et qui « ont quitté le zapatisme d'autant plus facilement qu'elles n'avaient pas vécu tout le processus de politisation » (Aquino Moreschi, 2014).

Peu analysée comme telle et d'ailleurs à peine évoquée par les zapatistes eux-mêmes dans les quatre « manuels » de l'Escuelita zapatista consacrés au « gouvernement autonome », la viabilité économique des Caracoles

et de leur caractère « anticapitaliste » pose d'évidence problème : autosubsistance agricole très faiblement diversifiée, manque de terre dans une partie non négligeable des municipalités rebelles, carences criantes en équipements et infrastructures, indépendance vis-à-vis de l'État mais dépendance à l'égard d'une solidarité internationale flottante et de filières commerciales alternatives fragiles, insertion ambivalente dans les marchés locaux et régionaux... Le tout, ajouté à l'injection massive de capitaux « assistancialisés » par les autorités gouvernementales dans les villages non zapatistes, au climat délétère de harcèlement militaire ou paramilitaire qui continue à prévaloir à géométrie variable, ainsi qu'aux tensions et conflits intercommunautaires (notamment, suite aux occupations de terres zapatistes par d'autres organisations sociales indigènes, plus ou moins aiguillées par le pouvoir), hypothèque l'avenir même de l'autogouvernement rebelle.

Rébellion à moitié perdue ou à moitié gagnée ?

A l'isolement politique relatif du zapatisme et à son poids militaire insignifiant mais symbolique, il convient donc d'adjoindre la vulnérabilité sociale et économique de la rébellion dans le contexte actuel du Chiapas. Contexte caractérisé, plus que jamais peut-être, par l'« extraversion » du modèle de développement dominant, à la barre duquel le grand investissement privé, national et transnational (minier, autoroutier, touristique, agro-industriel, gazier, forestier...), a de toute évidence supplanté l'État local en tant qu'adversaire principal des intérêts vitaux et territoriaux des diverses organisations sociales indigènes chiapanèques, zapatistes y compris. Le rapport de forces n'est, en cela, pas moins inégal qu'il l'était il y a un peu plus de deux décennies, le 1er janvier 1994.

Alors, rébellion à moitié perdue ou à moitié gagnée ?

Insurgés pour « la démocratie, la liberté et la justice », les encagoulés du Chiapas ne sont certes pas parvenus à refonder la Constitution, à décoloniser les institutions, à démocratiser véritablement le pays, ni même à prendre pied sur la scène politique mexicaine, mais, tant sur le plan local, que national et international, ils auront doté les luttes paysannes et indigènes pour la redistribution et l'autonomie d'une visibilité et d'une portée inédites (Dutermé, 2004 et 2009). Et ils entendent continuer à peser sur les rapports de forces et les choix de société, dans un Mexique bloqué politiquement et grand ouvert aux vents dévastateurs de l'économie globalisée. Le zapatisme participe ainsi pleinement de ces mouvements indiens qui, en Amérique latine, de la base au sommet, font la preuve – fragile – que la mobilisation pour le respect des diversités n'implique pas nécessairement crispation identitaire et qu'elle peut aller de pair avec la lutte pour la justice sociale et l'État de droit. La reconnaissance mondiale, même évanescence, de leurs mérites alimente et se nourrit de leur dignité retrouvée.

[1] Journal de référence de la gauche universitaire et des fonctionnaires du

Mexique. Ses reportages et son analyse de l'actualité en font un magazine de qualité qui enquête notamment très sérieusement sur le trafic de drogue.

[2] Ainsi la photo du discours de départ de la délégation vers l'Europe, qui s'est faite sous un portrait de Guevara et sous le drapeau mexicain (reprise en couverture de cette brochure), ne figure pas sur les sites européens de soutien à leur tournée, alors qu'elle figure bien sur le site de l'EZLN...

[3] Le Train Maya (en espagnol : Tren Maya) est un réseau de chemin de fer interurbain en construction au Mexique qui traversera la Péninsule du Yucatán. Le réseau, d'une longueur de 1 460 km, est constitué d'une liaison entre Palenque au Chiapas et Cancún dans le Quintana Roo via deux itinéraires qui encerclent la péninsule. Le projet vise à relier les destinations touristiques du Yucatán, y compris les sites mayas historiques dont il tire son nom.



Publicité de la boutique du Recoin zapatiste de Mexico :

Es-tu au courant ? La traversée pour la vie est en marche, et les zapatistes sont sur point de lever l'ancre. Demande ton poster souverain et, en plus, un savoureux café ou miel zapatiste, que tu peux accompagner d'un délicieux pain artisanal. Passe ta commande par messagerie.